



Conseil européen
Le Président

DISCOURS
EUCO 256/14
PRESSE 609
PR PCE 225
Paris, 25 novembre 2014

Herman Van Rompuy
Président du Conseil européen
"Cinq ans à la présidence du Conseil européen"
Discours à Sciences Po

C'est toujours un plaisir de venir à Paris, ville sans laquelle la France ne serait pas ce qu'elle est, ville sans laquelle l'Europe ne serait pas ce qu'elle est – et ici à Sciences Po, où je me suis déjà exprimé une fois publiquement, en septembre 2010, également alors à l'invitation de "Notre Europe".

J'ai tenu à venir ici durant ce qui est la dernière semaine de mes cinq années à la Présidence du Conseil européen, et même, sans vouloir dramatiser, la dernière semaine de ma vie politique et publique tout court...

Le renouvellement est simplement un principe de vie, et certainement un principe de la vie politique démocratique. Mais bien sûr il y a aussi *"cette nostalgie inévitable qui accompagne toutes les grandes étapes d'une vie"*.

J'ai donc tenu à venir ici chez vous, en France, auprès de vous, les étudiants de Sciences Po, dont beaucoup viennent d'autres pays européens dans une institution exemplaire pour son ouverture internationale. Je souhaite partager avec vous quelques expériences et perspectives après ces cinq années passées au cœur de notre Union.

Je crois savoir que "le plan en deux parties" n'est plus obligatoire à Sciences Po, et je le ferai donc en trois parties, que je placerai sous le signe des trois grandes responsabilités politiques.

La première: Parler vrai, quant à notre situation et quant aux efforts demandés;

La seconde: Créer de l'espoir, en particulier, en mobilisant tous nos leviers économiques pour retrouver la croissance économique.

Et la troisième: Etablir et veiller à la confiance – la confiance entre pays, entre institutions, entre les dirigeants. Dans la politique européenne, elle est primordiale.

Le parler-vrai, l'espoir, la confiance: voilà les outils de l'homme ou de la femme politique – des outils fragiles, parfois puissants, en tous les cas vitaux.

"PARLER VRAI"

L'impact de la crise sur l'idée européenne

En France, le mot "Europe" ne résonne plus avec la force d'antan, ne résonne plus comme une promesse, comme un appel porteur d'espoir, porteur d'histoire. Bien sûr, c'est vrai pour d'autres pays également. Il existe un désenchantement de l'idée européenne : ce serait irresponsable de le nier.

Il faut éviter les généralités, toujours trompeuses, – mais depuis ces cinq, six dernières années "l'Europe" est devenue impopulaire parmi les Européens. Elle serait devenue un cheval de Troie de la mondialisation; ou une entité intrusive, qui se mêle des affaires nationales; ou encore, elle précipiterait des pays dans l'austérité et la pauvreté.

Certes, face aux mêmes incertitudes, d'autres ont des attentes élevées et en appellent à "plus d'Europe" – pour améliorer leur qualité de vie, pour stabiliser définitivement la zone euro, pour tirer toutes les conséquences du choix pour la monnaie commune.

Ce qui me frappe dans ces discours, en France aussi, c'est que l'Europe y est presque toujours présentée comme quelque chose d'extérieur. "Bruxelles" équivaldrait à une planète lointaine, peuplée d'eurocrates indifférents ou même malveillants. C'est étonnant. Comme si la France, ou un quelconque Etat-membre, était une colonie dominée par une métropole anonyme ! L'Europe, c'est vous, c'est nous ! – j'y reviendrai.

Derrière ces expériences et attentes diverses se cache, à mon avis, une même prise de conscience. Depuis cinq ans, dans la crise, les citoyens ont découvert ce que signifie vraiment vivre dans une Union. Partager des institutions, partager un marché, et surtout partager une monnaie. Pour la première fois, ils ont le sentiment d'être dans le même bateau – qui a eu parfois l'air d' "un bateau ivre"... Surtout pour les membres de la zone euro, l' "Europe" est maintenant plus concrète, plus visible, plus présente que jamais.

N'oublions pas que jusque dans les années 1990, l'Europe représentait un idéal de paix. Le projet enthousiasmait, mais n'affectait que quelques catégories de citoyens directement. Avec l'euro, l'Union est entrée dans la vie quotidienne, dans la poche même de centaines de millions de personnes. La réalité concrète attire toujours plus de critiques que les rêves.

Je le dis sans hésitation : je comprends l'indignation de tous ceux qui ne se sont pas rendu compte, en 2008 et après, qu'ils avaient été mal gouvernés dans le passé, et que des risques inacceptables avaient été pris par le secteur financier. Je comprends l'exaspération des gouvernements aux prises avec des dettes héritées de leurs prédécesseurs, et aussi la frustration ou la colère de beaucoup face au chômage ou à la perte de revenus.

Mais nous avons affaire, ensemble, à une nouvelle réalité – une nouvelle Europe dans un monde nouveau. Le parler vrai commence par cette évidence: nous ne pouvons revenir en arrière. Le monde a changé, la mondialisation est un fait, le Mur de Berlin est tombé, l'Union s'est élargie, l'euro est là! Nous ne pouvons retourner en arrière; nous devons affronter l'avenir ensemble.

Ce qui m'inspire c'est que les jeunes générations, bien que plus durement touchées par le chômage, semblent plus à l'aise avec ces nouvelles réalités. Peu de gens ont la nostalgie de l'Europe cloisonnée d'avant 1958 avec ses frontières ; et nulle part (même pas en Grèce) une majorité souhaite le retour aux pléthore des monnaies nationales.

Populisme et réformes

Chacun le sait, des changements mondiaux profonds sont en marche dans l'économie, la technologie, la démographie. On comprend l'inquiétude des gens. Avec la concurrence mondiale, l'incertitude règne quant à l'emploi, la Sécurité sociale. Le progrès social d'une génération à l'autre n'est plus évident. Des attentes ont été brisées.

Ce n'est pas seulement une question d'économie : des changements culturels sont également à l'œuvre. Jamais auparavant dans leur histoire les Européens n'ont dû faire face à autant de changements en si peu de temps. Jamais les perceptions du ciel et de la terre, de la vie et de la mort, de l'homme et de la femme, de l'amour et de la fidélité, de la famille et de l'amitié, du travail et du repos, du chez-soi et de l'étranger, de la richesse et de la pauvreté n'ont évolué aussi rapidement que dans le dernier demi-siècle.

La désorientation peut nourrir l'anxiété, la solitude, un sentiment de perte de contrôle. Le populisme, alimenté par ce mélange de changement et de peur, est beaucoup plus ancien que la crise de la dette et beaucoup plus large que la zone euro.

En tant qu'homme politique belge, j'ai une certaine expérience en matière de populisme ; dans ma région, la Flandre, un parti d'extrême droite a remporté vingt-quatre pour cent des voix en 2004. Un phénomène électoral similaire s'est produit en Autriche dès 1999. Et ce n'est pas ici à Paris que je dois rappeler le score du Front National aux présidentielles de 2002... En plus, les tendances dans des démocraties aussi diverses que les États-Unis, la Suisse ou la Norvège montrent que les États membres de l'Union sont loin d'être les seuls à cet égard. La peur, *die Angst*, date donc bien d'avant la crise.

Pour moi, le populisme est la fausse promesse d'une identité restaurée, l'illusion que la fermeture d'une barrière peut arrêter le cours des choses, le mensonge que vous pouvez survivre sur un marché mondialisé, seul et sans faire d'efforts. Les populistes offrent un exutoire à la peur, à la colère et au ressentiment. Leur succès sur le marché politique souligne également la faiblesse de l'offre en matière d'opposition. Il reflète une crise de la politique traditionnelle dans de nombreux pays.

Face aux mutations du monde d'aujourd'hui, les gens savent que certaines choses dans nos sociétés devront être adaptées. Mais il n'est jamais facile de décider exactement quoi changer, quand et comment. Et nous payons le prix de l'incapacité de nos sociétés à trancher. Les gens blâment la mondialisation, mais le plus souvent, ses « victimes » sont en fait celles de réformes qui n'ont pas été faites à temps. Plus nous attendons, plus les problèmes s'aggravent. Cela peut s'apparenter à un cercle vicieux : pas de confiance politique signifie pas de mandat pour le changement. Mais pas de changement nous mènera au bord de l'abîme et érodera la confiance encore davantage... Nous pouvons, nous devons briser ce cercle et ouvrir une perspective de changement positif. C'est vital. Cela demande des hommes et des femmes politiques qui défendent notre projet commun ; et cela demande des résultats.

CREER L'ESPOIR

Croissance économique

Retrouver le chemin de la croissance et l'emploi, c'est cela le plus urgent. Plus que des promesses, ce sont les résultats concrets qu'on attend. La reprise économique est plus lente que beaucoup avaient pensé, après le retour de la stabilité de la zone euro il y a maintenant deux ans.

La faiblesse de la croissance est en grande partie due à une baisse de notre potentiel de croissance, estimé aujourd'hui à seulement 0,5 %. C'est le résultat du taux élevé de chômage et d'un niveau d'investissement trop bas. Il n'y a pas de miracles : la croissance est la somme de l'augmentation du nombre d'heures travaillées et de la productivité. Or le manque d'emplois et d'investissement met les deux sous pression. Autrement dit, une reprise "conjoncturelle" se heurte vite à nos limites structurelles.

En plus de cela, des facteurs externes ont joué un rôle négatif. L'insécurité géopolitique érode la confiance des consommateurs et investisseurs chez nous, et les performances des BRICs – plus faible que prévu pour la Chine, faibles tout court pour le Brésil et la Russie – ont pesé sur nos exportations et sur la croissance des pays de la zone euro qui en dépendent.

Les causes de la faible croissance économique ne sont pas à chercher du côté de la politique monétaire, qui est accommodante. Elle n'est plus désormais à chercher du côté de la politique budgétaire, dont l'orientation n'a pas pesé sur la croissance en 2014.

Maintenant, il faut se concentrer sur les réformes structurelles, en particulier améliorer le fonctionnement des marchés du travail. Pour cela, les autorités nationales sont en première ligne. Combattre la dualité entre ceux qui sont bien protégés et ceux avec des emplois précaires, souvent des jeunes, des femmes, des immigrés.... J'y ajoute que le taux de chômage moyen atteignait déjà 8 pourcent avant 2008 ; notre chômage est structurellement élevé...

Le Conseil européen du mois dernier – le dernier que j'ai présidé – a salué l'intention de la nouvelle Commission de stimuler des investissements supplémentaires, pour un volume de 300 milliards d'euros sur les trois années à venir. La responsabilité des Etats-membres, ici aussi, est très grande. Stimuler les investissements, en termes économiques, c'est agir du côté de la demande et du côté de l'offre en même temps!

Quand on regarde ce qu'il faut pour une petite entreprise qui veut se développer, ou pour une étudiante qui crée sa boîte, en termes d'environnement innovant et propice aux affaires, de facilité d'embauche, on constate que dans nombre de ces domaines l'Union européenne est à la traîne par rapport aux Etats-Unis.

Permettez-moi ici, en présence de Pascal Lamy, l'ancien chef de cabinet de Jacques Delors, de souligner l'importance du marché unique comme source de croissance et d'emplois. Tel un jardin qu'il faut entretenir, ce marché est un travail de tous les jours. À l'époque de sa création, il s'agissait de biens industriels ; aujourd'hui, il porte sur l'économie numérique, le secteur des services, l'énergie ou l'industrie de la défense. Pendant tout mon mandat, sur la base des propositions de la Commission, nous avons fait constamment pression pour faire avancer les choses ; j'y ai consacré plusieurs Conseils européens.

Malheureusement, je n'en sors pas convaincu que tous les dirigeants européens soient déjà prêts à tirer les bonnes conclusions de la fragmentation de nos marchés. Je pense avant tout à l'énergie et aux télécommunications. En Amérique, en Chine, il n'existe que trois ou quatre opérateurs de télécommunications, alors qu'en Europe nous avons près de quatre-vingts opérateurs pour "seulement" 500 millions de consommateurs. Cela plombe les programmes de recherche et les investissements d'avenir ; cela voue à l'échec nombre de nos entreprises à l'international. Même si nous avons fait des progrès sur cette question (je pense au sommet européen d'octobre 2013), j'ai senti qu'il y avait encore une résistance importante. Dommage, car l'ère des entreprises nationales "championnes" est vraiment passée. C'est un sujet que mon successeur Donald Tusk devra reprendre, tout comme celui du marché de l'énergie et "l'Union de l'énergie" – un sujet qui lui tient à cœur, à lui aussi, et où l'Europe devra mieux mobiliser ses forces et ses ressources pour rester maîtresse de son destin.

GARDER LA CONFIANCE

Les institutions et le Conseil européen

Jusqu'ici j'ai parlé des deux premières responsabilités politiques : le Parler vrai, quant à notre situation et quant aux efforts demandés, face aux populismes ; et Créer de l'espoir, en paroles et en actes, ce qui veut dire aujourd'hui avant tout : mobiliser tous nos leviers pour la croissance économique – sans tabous, sans peurs, sans obsessions, sauf celle du résultat.

C'est essentiel, puisque tout notre modèle socio-économique est basé sur la croissance économique. Sans regain de la croissance économique, le modèle Rhénan, l'idée européenne et la stabilité politique sont sous haute pression. Je pèse mes mots! A terme, on ne pourra réussir qu'à travers "plus d'Europe" ; certainement "une union plus étroite" dans la zone euro, avec une coordination économique plus intense, et une Union économique et monétaire plus développée.

Ceci m'amène aux institutions, et à mon troisième grand volet, après le parler vrai, et l'espoir: établir et veiller à la confiance. La confiance entre pays, entre institutions, entre les dirigeants politiques.

Depuis le début de mon mandat, j'ai considéré que c'était une responsabilité particulière d'un Président du Conseil européen, que celle d'agir comme "gardien de la confiance" entre tous ces acteurs.

Je m'explique. Les juristes ou politologues parmi vous savent que le Traité de l'Union européenne définit le rôle et les missions du Conseil européen et de son président en à peine quelques lignes. L'institution ne dispose pas de pouvoir législatif et n'est pas associée aux décisions concrètes de gestion. C'est essentiellement une instance politique, dont le rôle est de définir la direction générale à suivre ou, comme le dit le traité, de "définir les orientations et les priorités politiques générales". Donc elle ne doit pas s'occuper de la gestion au jour le jour – les autres institutions de l'Union le font beaucoup mieux dans le cadre éprouvé de la "méthode communautaire" – mais plutôt passer à l'action lorsque des cas particuliers se présentent: changer le traité, arrêter le budget, et aussi, gérer les crises...

En lisant le traité, y compris en creux, vous verrez également que le président du Conseil européen a un mandat assez court (deux ans et demi, renouvelable une seule fois) et n'a ni responsabilité budgétaire, ni administration propre, ni le droit de nommer des collaborateurs, dont le nombre est par ailleurs plutôt restreint.

On peut dire que c'est un paradoxe: on estime généralement que le Conseil européen est la plus haute autorité politique dans l'Union, mais la description du poste et les compétences formelles de son président sont assez vagues, voire squelettiques. Beaucoup dépend donc de ce qu'on en fait! En d'autres mots: tout ce qui n'était pas prévu de manière formelle a dû être créé de manière informelle.

Cela commence justement par ceci : instaurer la confiance. Installer la confiance entre les hommes et les femmes réunis autour de la table, entre les institutions à Bruxelles, entre nos Etats-membres: c'est la base pour toute prise de décision collective. Surtout quand les décisions sont difficiles et quand elles doivent être prises par consensus, comme c'est normalement le cas au Conseil européen.

Comment faire pour instaurer la confiance? En rencontrant des gens, en les écoutant, en tenant compte de leurs avis. Par exemple, pendant cinq ans : une réunion hebdomadaire avec le Président de la Commission – histoire de préparer les choses ensemble. Egalement : une réunion mensuelle avec les "quatre présidents" de la zone euro (ceux de la Banque, de la Commission, de l'Eurogroupe et du Conseil européen). J'ai aussi mis un point d'honneur pendant tout mon mandat à rencontrer tous les membres du Conseil européen dans leurs capitales respectives, en principe une fois par an. En parlant avec les présidents et premiers ministres dans leur cadre de travail – de Stockholm à Nicosie et de Dublin à Sofia –, on a une bien meilleure idée des véritables préoccupations qui sont les leurs.

Tous ces efforts pour construire la confiance ont été payants au moment où on en a eu besoin, au moment des crises. Et nous en avons eu, malheureusement, des crises. Bien sûr, la crise de l'euro avant tout, dont j'ai déjà parlé, mais aussi des crises en politique étrangère et avant tout celle autour d'Ukraine (dont je dirais un mot maintenant).

Voisinage et Ukraine

La crise ukrainienne, depuis « la Crimée », constitue la crise géopolitique la plus grave que nous ayons traversée en Europe depuis la fin de la Guerre froide. Pire, on va vers la guerre à l'intérieur du continent, une guerre qui risque d'être la plus meurtrière depuis les guerres balkaniques. Qui touche aux frontières, touche à la paix.

Ce n'est pas ici le moment de retracer toute l'histoire – commencée il y a exactement un an, fin novembre 2013, lorsque le Président Yanoukovich (venant de l'Est et russophone) abandonna l'Accord d'Association avec l'Union européenne et que la Place Maïdan se remplit de manifestants pro-européens, et [une histoire] ne pas encore finie.

Je ne raconterai pas non plus ici – je l'ai fait ailleurs – comment on a pu faire front commun entre pays européens : vis-à-vis de l'Ukraine, que nous avons soutenu politiquement et économiquement tout au long, et vis-à-vis de la Russie. Je dirais juste qu'étant donné les divergences d'intérêts énergétiques et économiques, de situation géographique et d'expériences historiques, il n'était pas évident que les dirigeants de nos 28 pays se mettent d'accord, à l'unanimité donc, sur des sanctions. Pourtant on a réussi. Cela montre une détermination commune, et une compréhension d'intérêts stratégiques commun dépassants les calculs boutiquiers... Cela montre également l'existence d'une culture de compromis au sein de l'Union: nos dirigeants savent qu'ils ne peuvent pas agir seuls.

L'essentiel aujourd'hui est ceci. Depuis le cessez-le-feu de Minsk, du 5 septembre, il y a eu à peu près 1000 morts. Moi, je n'appelle plus cela un cessez-le-feu. De nouveaux cessez-le-feu connaîtront le même sort si l'on reste dans la gestion du terrain. Il faudra une solution globale. Il faudra trouver une façon pour l'Ukraine d'être un pays décentralisé (ou fédéralisé) et inclusif. Il faudra déterminer la place de l'Ukraine en Europe.

Le pays doit pouvoir se rapprocher de l'Union européenne, comme le souhaite la majorité de sa population, et pouvoir établir un rapport correct avec la Russie, son voisin avec lequel il partage une histoire, une culture, une langue. Respect des frontières (donc de la souveraineté, de l'indépendance et de l'intégralité territoriale du pays) et respect des minorités.

Il faut aborder tous ces problèmes sur le fond, et ramener les acteurs principaux autour de la table pour un grand accord du type "Oslo 1993". Un tel dialogue demande, une fois de plus, la confiance politique: un retour de confiance, puisque, aujourd'hui, elle manque cruellement.

Evidemment, dans une telle approche globale, l'Europe doit jouer un rôle – parce que les relations de la Russie avec l'Union européenne font partie du nœud des problèmes à traiter. Mon successeur en est très conscient.

Après les institutions, et les rapports avec nos voisins, je dirais pour conclure un mot sur les rapports entre nos Etats membres – toujours sous le signe de la confiance.

Royaume-Uni

Dans la conférence de presse où j'ai présenté Donald Tusk comme président-élu du Conseil européen, le 30 août dernier, j'ai mentionné les trois grands défis européens dont il aura à s'occuper : la croissance..., l'Ukraine..., mais aussi : "la question britannique".

C'est en premier lieu un débat britannique ; c'est au peuple britannique de décider. Je pense que les partenaires européens seraient prêts à examiner sérieusement certaines demandes qui s'avèreraient importantes pour Londres, mais non pas à négocier sur les principes fondamentaux de notre Union.

Pour ma part, je n'ai jamais eu à me plaindre des Britanniques. Leur gouvernement a été constructif dans les grandes négociations sur le budget européen, sur le climat, ou encore sur notre agenda stratégique pour 2014-2019..., et souvent il a entraîné les autres vers l'avant, s'agissant du marché unique ou de certains sujets de politique étrangère (l'Iran, la Syrie...).

Bien sûr, le Royaume-Uni n'est pas dans le plus grand projet: l'euro, ni dans la zone Schengen. Mais Londres ne nous a jamais empêchés d'aller de l'avant. Certes, il y a eu une malheureuse tentative de veto en décembre 2011, mais pour l'Union bancaire, la percée d'intégration la plus importante depuis la naissance de l'euro, la Grande Bretagne a été très constructive (et à raison, car la législation communautaire était nécessaire).

Il y a une raison historique plus fondamentale. Il est important que les Britanniques – qui ont été de toutes les grandes guerres intra-européennes depuis le XVI^e siècle – continuent de faire partie de notre grand projet de paix qu'est l'Union européenne.

Par ailleurs, leur présence est importante en vue des équilibres politiques au sein de l'Union européenne, y compris les rapports entre les grands pays. Ce qui m'amène, pour conclure, à dire un mot sur la France.

La France

Sans le Royaume-Uni, l'Europe serait blessée, amputée même – donc on doit tout faire pour l'éviter –, mais elle survivra. Sans la France, l'Europe – l'idée européenne – serait morte. Le projet, conçu dans ce pays depuis des siècles et né à Paris dans la Salle de l'Horloge du Quai d'Orsay, ne pourrait survivre.

Quand je dis "la France", c'est d'elle en général que je parle, avec un peu de recul, et non à la lumière de tel ou tel épisode de la vie politique des années 2010-2014 que j'ai vécu de près. Depuis mes années au lycée (donc en gros : depuis un demi-siècle !), je lis votre presse, je regarde votre télévision... Pour beaucoup d'hommes et de femmes de ma génération, la culture française a été la porte d'entrée dans la culture européenne. Je suis donc frappé, ici plus qu'ailleurs, de voir l'Europe étiquetée comme extérieure, "Bruxelles" perçue comme une autre planète.

Pendant soixante-dix ans, la France a œuvré pour donner un sens à la politique européenne, pour donner une direction à l'Europe. La France est en Europe et l'Europe est depuis toujours chez elle en France.

La France ne peut se replier sur elle-même, comme le voudrait une partie radicale et de la gauche et de la droite. Même le Tour de France ne se limite plus à l'Hexagone! On ne peut être immobilisé par la peur de l'ouverture, de la mondialisation, voire de l'Allemagne. Au contraire: la France peut et doit donner de grandes impulsions à l'Union – et d'ailleurs, de préférence ensemble avec l'Allemagne, votre partenaire historique.

C'est cela que je suis venu vous dire ce soir. La France a besoin de l'Europe, car la France n'est grande qu'en Europe. Mais l'Europe a elle aussi plus que jamais besoin de la France, d'une France économiquement forte, libérée des passésismes de tout genre, confiante en elle-même.

L'Europe a besoin de la France parce que, dans le monde tel qu'il est et tel qu'il sera, c'est à votre nation, avec vos voisins et partenaires, de proposer de nouveaux projets, de dessiner une direction, d'animer, encore une fois, le travail commun pour l'avenir de notre continent.

Et vous pouvez réussir, cette fois encore, pourvu de ne pas y voir une corvée, mais une grande tâche, un projet historique, une belle mission, digne de ce beau et grand pays. Merci de votre attention.
